

LA FRANCE S'ADAPTE >

Vivre à +4°C

Consultation sur le PNACC3
plan national d'adaptation au changement climatique (2024)

Cahier d'acteur



contact@adaptationradicale.org

Introduction

Ce cahier d'acteur est basé sur la [réponse collective](#) élaborée par Adaptation Radicale au sujet de la TRACC (Trajectoire de Réchauffement de référence sur l'Adaptation au Changement Climatique) au cours de l'été 2023, enrichi par les échanges que nous avons pu avoir depuis le lancement de la consultation.

C'est une réponse collective, produit par une organisation plus proche d'un mouvement d'éducation populaire que d'un think-tank ou un cabinet de conseil. A ce titre, les propositions collectées sont à lire plus comme des aspirations ou des intentions reflétant la diversité des préoccupations au sein du mouvement Adaptation radicale.

Si nous trouvons important d'ouvrir des espaces de débat public afin que puissent s'y exprimer les enjeux du débat, nous regrettons que la question des **choix à effectuer** ne soit pas encore posée, bloquant le débat sur le versant de la nécessaire mise à jour des normes techniques. Poser les choix à effectuer, c'est faire apparaître les questions (centrales pour l'adaptation radicale) : **Que faut-il préserver ? A quoi renoncer ?** Prendre le temps du débat est important, encore faut-il que la structure du débat laisse des prises au grand public pour manifester son adhésion ou son rejet sur la base de propositions cohérentes et bien définies.

Pour Adaptation Radicale, l'impératif « **Ne laisser personne de côté** » est important, et nous regrettons que les enjeux sociaux, y compris en matière d'inégalité ou de difficultés engendrés par les choix d'adaptation n'apparaissent pas plus clairement dans le PNACC. Comme le faire remarquer Valérie Masson-Delmotte, la question des **Pertes et dommages** non assurés, n'apparaît pas quand la lecture se limite à ce qui est assurable.

Nous avons fait le choix de rédiger nos propositions dans l'esprit d'une **continuité adaptation-atténuation** afin de ne pas séparer trop artificiellement qui vont toutes dans le sens d'une **transition vers des modes sobres et résilients** et de ne négliger la dimension biodiversité et écosystèmes pour rester dans le principe d'une proposition systémique. Cela nous conduit à faire jouer un rôle essentiel à des propositions relevant de l'**agroécologie**.

Axe 1- Protéger la population des effets du changement climatique

Une approche intégrée, systémique et unifiée de la santé

Il est désormais établi scientifiquement que la qualité de vie et les facteurs environnementaux pèsent largement sur la nature et le développement des maladies comme sur les risques de décès. Il faut donc repenser le système de santé sur les bases de la **prévention** et d'une modification de nos comportements à l'échelle collective en se dotant d'outils comme le mutualisme; en abordant les problématiques de façon **interdisciplinaire**, en tenant compte des budgets des communes, l'examen des ressources des personnes dans les territoires (publics et privés, professionnels de la santé, chercheurs) et en intégrant aux processus décisionnels des citoyen.ne.s et des patient.e.s-expert.e.s.

Nous soutenons donc sans réserve l'approche **One Health** développée dans la mesure 16 du PNACC

Selon nous, la meilleure adaptation passe par le lien social de proximité et la mise en place dans chaque commune de lieux nourriciers ou maisons du lien qui se caractériseraient par :

- Une **agriculture nourricière locale**, en circuits-courts : plus de santé pour le tissu économique comme pour les personnes qui mangent ce qui est produit. Plus de liens, on connaît ceux qui produisent et moins d'impact environnemental (absence de pesticides, moins de transport).
- Des **formations aux enjeux du dérèglement climatiques**, aux risques associés et aux moyens d'action pour y faire face et les mitiger (incendie, inondation, températures extrêmes etc). Formations spécifiques et adaptées aux métiers/ responsabilités : professionnel.le.s de santé, les pompiers, les enfants, les enseignant.e.s, etc.
- Des **lieux pour échanger et se rencontrer** : un lieu pour s'alimenter (cantine solidaire et locale), lieu d'écoute et d'entraide (groupes de paroles, ateliers de réparation), de soins à l'autre (pôle de santé mentale et médicale et sport/entretien du corps), lieu de vie intergénérationnel (nous avons toutes et tous à apprendre les un.e.s des autres au delà des âges) qui proposerait des approches culturelles et festives pour faire place à la joie d'être ensemble (théâtre, danse, chant, lecture, peinture, dessins, musique...).
- Des **temps citoyens réguliers**, prévus et préparés avec la mise en place de partage de la connaissance (discussion thématique, conférence, visionnage de films, écoute de podcasts, mise à disposition d'ouvrages...) afin de rendre possible une prise de décision démocratique et éclairée, autant que faire se peut. (voir partie ci-dessous)
- Une gestion du lieu en **gouvernance horizontale et tournante**.

Un des principaux défis sera de gérer la temporalité des adaptations et transformations nécessaires. Il sera primordial d'**opérer par niveau de vulnérabilité** afin de permettre la pleine santé du plus grand nombre en anticipant les tensions de certaines régions de la planète et l'accueil des réfugiés qui en résulte.

L'importance de l'enjeu ainsi que sa complexité nous obligent. Il nous faudra prendre en compte les avis de toutes et tous, pour que chacun.e se sente concerné.e et investi.e.

Axe 2- Assurer la résilience des territoires, des infrastructures et des services essentiels

Habitats

Pour s'adapter aux événements climatiques à venir, nous proposons les axes d'action suivants :

- Faire preuve de sobriété **voire de renoncement** dans la rénovation ou la construction de nouveaux bâtiments : tout doit être discuté au niveau territorial et national dans une optique de réponse aux besoins et doit être accompagné d'une **acceptation** de la réduction rapide et marquée de la proportion de nouvelles maisons individuelles.
- Massifier la **rénovation énergétique globale et performante** : cette rénovation doit cibler en priorité les logements les plus énergivores et les plus exposés aux températures extrêmes. Il serait aussi important d'envisager de transformer les logements pour les rendre plus adaptés aux fortes chaleurs (avec un cobénéfice d'atténuation). L'ampleur des transformations à entreprendre à l'horizon 2050 impose une action organisée et vigoureuse.
- **Mutualiser et décarboner le chauffage** des bâtiments publics et privés : développement des réseaux de chaleur permettant de mobiliser des gisements d'énergie renouvelable et de récupération : la biomasse (bois, résidus agricoles, cultures énergétiques), la géothermie, qui permet de récupérer la chaleur de nappes aquifères profondes, ou encore l'énergie de récupération issue d'usines d'incinération des ordures ménagères ou de sites industriels. Avec le développement des réseaux de chaleur urbains, les stockages de chaleur peuvent également être développés permettant par exemple de stocker un excédent de production venant du solaire thermique ou de l'électricité abondante en été, afin de le consommer en hiver.
- Mobiliser le bâtiment comme **puits de carbone** : baisse de l'utilisation par unité de surface des matériaux les plus carbonés et une augmentation de l'utilisation de matériaux bas carbone tels que les matériaux biosourcés.
- Passer de la bétonisation, responsable d'îlots de chaleur, à la **perméabilisation** (indispensable face aux pluies extrêmes), qui permet également de recharger les nappes phréatiques.
- Passer de la climatisation électrique (qui rejette de l'air chaud dans les centres-villes) à des techniques Bio-climatiques naturelles de construction **low-tech** ; ainsi qu'à l'isolation et la végétalisation des bâtis et espaces ouverts, co-bénéfiques pour la beauté des cadres de vie et pour la biodiversité. Réglementer la climatisation et son utilisation en la limitant par exemple aux pics de chaleurs.
- **Reboiser nos paysages** avec des feuillus plus résistants aux canicules et au feu, et une diversité des variétés pour maintenir le cycle régénératif des forêts en apportant plus de résilience.
- Favoriser la **renaturation du littoral** pour s'adapter à la modification du trait de côte et la montée des eaux. C'est une solution naturelle qui permet de limiter la construction ou le maintien d'ouvrage dur et d'augmenter la biodiversité.

Transports

- Renoncer aux modes de transport les plus polluants : voiture individuelle, avion.
- Favoriser principalement les **mobilités actives** (marche, vélo) et rendre attractif les transports en commun (abonnements complètement pris en charge et modulaires). Ce qui permet de lutter contre la sédentarité, qui, à son tour, favorise la baisse des taux d'obésité et de diabète.
- Transformation massive et rapide des voiries afin de laisser toute sa place aux modes de transport doux.
- Adaptation des transports aux personnes à mobilité réduite, aux familles, pour que les freins à leur usage soient drastiquement diminués.
- **Favoriser l'usage par rapport à la propriété d'un moyen de transport** (véhicule partagé, covoiturage facilité...)
- Favoriser le télétravail et les lieux de travail collectifs pour limiter les déplacements (et mieux concilier vie personnelle et professionnelle).

Axe 3- Adapter les activités humaines : assurer la souveraineté alimentaire, économique et énergétique de notre pays à +4°C

Alimentation et Agriculture

« Ce que tu manges te constitue de l'intérieur, et ce que tu manges dessine ton monde extérieur ». L'alimentation est à la fois centrale pour notre santé et détermine, via nos choix de régimes alimentaires, la production agricole et ses impacts sur l'environnement dont l'état influence aussi notre santé. A l'heure des pénuries dans un monde mondialisé, revoir notre consommation, renoncer à certaines pratiques agricoles pour retrouver notre souveraineté alimentaire semble indispensable. C'est aussi limiter les importations de matières premières agricoles qui soutiennent actuellement la production et l'élevage industriels. Cela aura un impact dans nos assiettes qui deviendront plus végétalisées.

Les biogéographies agricoles évoluent, les végétaux subissent de plus en plus de stress thermique et hydrique dépassant leur limite physiologique. Les agriculteurs tentent de s'adapter en changeant de variété, en modifiant le cycle cultural ou la date des semis. Mais ces stratégies ne suffisent pas, il faut changer de cultures et créer les filières adéquates. Ainsi, il est important de passer à l'action très rapidement, notamment à travers les aspects suivants :

- **Education et sensibilisation** à l'impact de notre alimentation sur notre santé et celle de notre environnement
- Formation massive à l'agriculture paysanne **respectueuse de l'environnement et des animaux**, préparer et accompagner les acteurs dans la transformation du monde agricole et le **renoncement à certaines pratiques/production plus compatibles avec un monde à +4°C**
- Aides financières et **revalorisation des métiers agricoles**
- Favoriser **l'entraide et la relation producteurs-consommateur** par la création d'un tissu humain et économique adéquat : depuis les approvisionnements agricoles jusqu'à la commercialisation des récoltes, la transformation, la distribution des produits alimentaires et les régimes alimentaires
- Investissement massif dans des cultures adaptées au climat à venir
- **Organisation** de l'agrivoltaïsme pour concilier souveraineté énergétique, souveraineté alimentaire et préservation de la biodiversité. La priorité sera donnée aux surfaces **déjà artificialisées ou en friche** pour éviter de mobiliser des surfaces nourricières ou des espaces naturels

Le choix de la proximité : des communes et des départements en première ligne dans l'adaptation

Nous proposons de mettre en première ligne la commune dans les processus d'adaptation, par l'implication active des citoyens et la mise à jour des dispositifs face aux nouveaux enjeux de l'adaptation et de la résilience.

Nous souhaitons aussi que les départements gagnent en compétences et en responsabilités sur ce volet, par l'entremise des SDIS dont elles ont déjà la responsabilité mais aussi en intégrant de nouveaux enjeux de solidarité climatique (aide sociale liée aux événements extrêmes et aux coûts de l'adaptation).

L'augmentation des responsabilités et de la technicité nécessaire seront des charges supplémentaires, à financer de manière stratégique. Une réflexion sur la pertinence des responsabilités et des financements sera nécessaire. On peut par exemple partir du projet [Food Alert](#) pour redistribuer les responsabilités de **résilience alimentaire** depuis l'échelle européenne.

Nous avons conscience que le millefeuille administratif ne permet pas la facilité de compréhension des dispositifs réglementaires. La liste des acronymes rebute et au niveau local peu d'élus sont en mesure de les décrypter. Par conséquent beaucoup de dispositifs d'aides proposés ne sont pas sollicités. La « mission adaptation » (mesure 25) va dans le bon sens.

Axe 5- Mobiliser les forces vives de la Nation pour réussir l'adaptation au changement climatique

Les 4R de l'Adaptation radicale

Guidé par des réflexions scientifiques et d'experts, l'approche de l'adaptation radicale à notre situation invite à des conversations et des initiatives qui répondent à quatre questions. **Nous proposons d'utiliser le cadre de réflexion des 4R comme un outil pour les décideurs, les collectivités et acteurs économiques et pour le public afin d'organiser les adaptations via l'implantation de politiques publiques fortes :**

La Résilience : *ce que nous devons ou pouvons garder, préserver et comment sauver ce que nous valorisons, ce qui nous est indispensable et qui permet de maintenir notre société et notre planète habitable ?*

Nous insistons ici sur le concept de résilience comme le fait de répondre au défi de la complexité, car ce terme est également souvent utilisé pour remobiliser les recherches associées à la géographie des risques et des catastrophes naturelles, et donc de traiter les changements climatiques au même titre qu'une problématique de gestion des risques. Traduites sur le terrain par les acteurs locaux, l'abus de l'utilisation du terme de résilience se matérialise par des réponses palliatives, souvent confinées à une liste d'actions pragmatiques mobilisant des savoir-faire situés dans la lignée du solutionnisme technique en place depuis plusieurs décennies. Cette vision technologiste et ingénieriale s'effectue sans remise en cause de l'ordre social et politique établi, sans que ne soient discutés les liens entre la distribution des ressources, la pauvreté et les pouvoirs, et se développe au détriment d'une résilience plus sociétale fondée sur les principes de solidarité et d'éthique, condition critique d'une adaptation durable.

Le Renoncement : *ce que nous devons ou pouvons abandonner pour ne pas empirer la situation*

Le renoncement suppose, pour les individus et les communautés, l'abandon de certains avantages, comportements et croyances, car chercher à les maintenir ne ferait qu'empirer les choses. Comme, par exemple, la fermeture des installations industrielles vulnérables ou l'abandon de certains types de consommation. Le renoncement permet aussi de dégager des ressources (financière, énergétiques, humaines) pour la résilience sur les domaines choisis comme vitaux ou plus importants

La Restauration : *ce que nous devons ou pouvons retrouver, réimplanter, pour nous aider à relever les défis à venir.*

Cela implique que les individus et les communautés retrouvent des attitudes, des manières de vivre et des modes d'organisation laissés de côté par nos civilisations ultra-consuméristes et gavées aux hydrocarbures. Par exemple, rendre des terrains à la nature ; revenir à une alimentation saisonnière ; augmenter la solidarité, notamment par la production des biens et des services à un niveau communautaire, etc. De toute évidence, il est nécessaire de mettre en place au plus tôt une politique massive et radicale de transformation de l'agriculture et de restauration des écosystèmes. Et défaire soixante ans d'évolution du monde agricole sera une entreprise gigantesque. Il faudra de plus que nos efforts de conservations des forêts et milieux humides réussissent enfin après des décennies d'échecs, en dehors des réserves naturelles de portée géographique limitée.

La Réconciliation : *avec qui, ou quoi, faire la paix pour nous aider à faire face aux difficultés et tragédies à venir, à l'heure où nous découvrons notre mortalité commune.*

S'appuyer sur l'intelligence collective par une recherche-action citoyenne pour pouvoir proposer des réponses radicales et des réflexions sur les manières d'adapter au mieux nos modes de vie (personnels et collectifs) tout en promouvant la solidarité et l'entraide, la non-violence, la gouvernance participative, l'inclusion et le droit de vivre en bonne santé et en sécurité, comme des valeurs humanistes essentielles, dans le respect de la planète et des "autres qu'humains". Intégrer la justice sociale dans tout projet d'adaptation nous semble indispensable, pas de justice climatique sans justice sociale.

Plans Communaux de Sauvegarde

Les Plans Communaux de Sauvegarde (PCS) sont des outils qu'on peut améliorer, par exemple en insistant sur l'importance que ces PCS soient en conformité avec la loi, et couvrent un spectre de risques large.

Le PCS est un outil de réaction à des événements, à des crises, mais sa mise à jour annuelle invite à l'amélioration continue en plus d'une simple mise à jour des données liées à la population ou les moyens logistiques. L'un des objectifs de l'amélioration continue est de passer d'une approche curative (au mieux, réactive) à une gestion préventive et surtout proactive. L'amélioration continue aide l'organisation à identifier – en permanence – des marges de manœuvre, pour s'adapter et anticiper les évolutions de son environnement.

La [loi Matras](#) prévoit un PCS obligatoire pour certaines communes et communautés de communes. La gestion des risques ne devrait pas être optionnelle ; anticiper un risque comme la sécheresse, ou la canicule ne devrait pas être optionnel. Ces PCS doivent permettre de transmettre une culture de gestion des risques à la population. **La gestion des risques n'est pas un vilain mot !**

Cahiers d'adaptation citoyens

Pour qu'une adaptation soit possible, que les changements demandés par cette adaptation soient consentis, nous proposons de mettre en place, dans chaque commune, des conventions citoyennes (regroupant des commerçants, les acteurs institutionnels, les associations, des citoyens, avec une composition par méthode de quota) qui auraient pour but de recueillir la parole des habitant.e.s au travers de cahiers d'adaptation citoyens.

Ces cahiers seraient rédigés à la suite d'une campagne d'information adaptée aux différents publics et auprès du plus grand nombre (écoles, collèges, lycées, facultés, écoles supérieures, MJC, Centres Sociaux, Maisons des projets etc) sur les différents risques inhérents au réchauffement climatique.

Ils recueilleraient les propositions des populations concernant :

- Les événements extrêmes : Canicules / Sécheresse / Incendies / Pluies et inondations
- La Montée des mers : recul des côtes, inondations des villes et zones côtières
- Le futur de l'agriculture et de l'alimentation : types d'agriculture, résilience alimentaire, métiers agricoles/fonciers agricoles : distribution et répartition
- La préservation des forêts et de la biodiversité
- Le processus démocratique de la mise en œuvre des adaptations nécessaires

La participation à cette démarche serait valorisée et encouragée (campagne publicitaire, émissions radiophoniques/télévisuelles, conférences et réunions publiques régulières). Les membres de ces conventions citoyennes seraient formé.e.s et accompagné.e.s par des employé.e.s municipales.aux exclusivement dédié.e.s à cette mission.

Une plateforme nationale et publique permettrait la saisie de ces propositions (effectuée par les employé.e.s municipales.aux). Elle serait ouverte et accessible (en lecture) à chacun.e. (traduction en langue des signes, enregistrement audio pour les malvoyant.e.s, traduction en différentes langues etc).

Après la fin du processus de recueil et de rédaction, un temps de traitement des données aura lieu et sera mené par un collectif tiré au sort (sur le mode de la convention citoyenne pour le climat).

Cette convention aura pour objectif de dégager les propositions d'adaptation qui seraient ressorties de manière majoritaire dans les cahiers citoyens avec, comme principale ligne de référence.

Politiser l'adaptation

La TRACC comme le PNACC3 sont des éléments nécessaires et attendus qui permettent de **voir plus loin et plus en profondeur**

Il faut maintenant en tirer des conclusions. Accepter de se projeter dans un monde incertain **à plus de 1,5°C** pose des questions au-delà de la mise au norme des infrastructures.

Sur la question des instabilités géostratégiques et sur l'approvisionnement en ressources à l'international, cela questionne les choix de sécurité, de défense, de diplomatie et de commerce internationale.

A l'intérieur du pays, les aspects sociaux et de solidarité sont à repenser, comme par exemple avec une Sécurité sociale écologique qui permette de nouvelles solidarités.

C'est tout une nouvelle architecture institutionnelle qui va être nécessaire quand sera abouti la réflexion des échelons géographiques les plus pertinents pour faire face aux enjeux.

Si on veut pouvoir disposer, comme aux Pays-Bas, de Plans d'anticipation détaillés et prévus à l'avance face à la montée du niveau de la mer, il y aura besoin de plus de sécurité institutionnelle avec une **TRACC inscrite dans la loi**, des **droits opposables** et des **temps législatifs** consacrés spécifiquement à l'adaptation et à la résilience.



Conclusion

La tâche semble spectaculaire et le défi de l'adaptation crucial et déroutant. Pourtant, une trajectoire claire et ambitieuse permettra de rendre ces réalités moins violentes et plus justes, surtout envers les plus vulnérables d'entre nous. Penser à ne laisser personne sur le bord de la route, que ce soit pour le soin, pour l'alimentation, pour le droit à vivre librement ; penser ce demain, adapté "radicalement" aux nouvelles conditions d'habitabilité de la terre, nous oblige en tant que société.

A Adaptation Radicale, Les 4R nous aident à embrasser le monde et ses enjeux : Réconciliation, Renoncement, Restauration et Résilience, car nous pensons qu'un autre regard est nécessaire.

S'adapter commence par **sortir du déni** et accepter que l'avenir sera plus hostile: moins d'eau ou trop d'eau, plus d'événements climatiques violents et difficilement prévisibles, de nouvelles maladies et pandémies, des conflits malheureusement également. Si nous décidons au plus vite, de se préparer collectivement, nous mettons un maximum de chances de notre côté pour éviter le pire et affronter au mieux les événements à venir.

Pour ce faire, les solutions techniques ne suffiront pas et ne doivent pas nous détourner de l'objectif du vivre ensemble en toute sécurité : physique, sociale et alimentaire. Il est urgent de ne pas nous fourvoyer, de ne pas perdre de temps car il est toujours plus précieux. Par exemple, éviter la concurrence entre les secteurs indispensables à notre survie : alimentation et production des énergies renouvelables avec par exemple la mise en place de l'agrivoltaïsme sur des terres agricoles.

Ne perdons pas de vue que l'argent, utile bien entendu, ne remplacera pas l'eau et la nourriture pour les populations quand elles viendront à manquer. Nous avons plus que jamais besoin de démocratie, partout, pour prendre des décisions importantes qui puissent être comprises et acceptées. Sans l'adhésion des citoyens, tout sera plus difficile. Et comme tout est systémique, nos adaptations doivent être menées sur tous les fronts simultanément : alimentation et agriculture raisonnées ; habitats résilients ; conseils citoyens/conventions citoyennes, cahiers d'adaptation citoyens ; simplification et optimisation administrative ; transports...

Nous, et particulièrement les pays occidentaux, devons être collectivement à la hauteur de l'Histoire.